

MAROCAINS EN ESPAGNE

Le réveil des vieux démons du PP

Le Parti populaire s'est dit complètement contre le vote des Marocains dans les élections locales espagnoles de 2015.

MOHAMED BADRANE

La droite espagnole reprend ses hostilités envers le Maroc. En effet, le parti populaire espagnol s'est dit complètement contre une participation de immigrés marocains au vote lors des élections locales prévues en 2015. La nouvelle constitution marocaine donne le droit aux étrangers installés au Maroc de voter dans les élections communales. Cela veut dire que les MRE pourront également dans le cadre d'un accord de réciprocité voter à leur tour dans leur pays d'accueil.

La réaction officielle du gouvernement espagnol était favorable à la participation des citoyens marocains dans les élections locales. La ministre espagnole des Affaires étrangères, Trinidad Jiménez avait déclaré quelques jours après le référendum que l'Espagne était prête à signer avec le Maroc un accord pour permettre aux expatriés des deux pays de prendre part aux élections locales. Mais c'était sans compter sur la réaction de l'opposition parlementaire espagnole menée par le parti «populaire» de Mariano Rajoy qui n'est autre que le disciple d'un certain José Maria Aznar, ancien

premier ministre en Espagne, connu du reste pour son hostilité envers le Maroc. Même si les hauts cadres du PP n'ont pas encore manifesté ouvertement leur opposition, le refus a été exprimé par des députés de cette formation de droite dans les deux présides marocains occupés, Sebta et Méllilia. Les responsables de ce parti qui contrôlent les deux villes depuis les dernières élections, affirment qu'ils vont utiliser tous les moyens pour empêcher les Marocains installés dans ces deux villes de voter. La raison invoquée par les responsables politiques est la suivante : le droit de vote ne peut pas être donné aux citoyens d'un Etat qui revendique sa souveraineté sur Ceuta et Méllilia.

Machiavélisme

Des gouvernements locaux PP s'emploient tous depuis quelques jours à défendre cette thèse. La presse espagnole a relayé la déclaration d'un certain Francisco Marquez, député populaire à Ceuta ainsi que deux autres parlementaires PP qui ont parlé des «conséquences graves» d'une éventuelle participation marocaine. Carrément ! Pour ces derniers, leur parti n'hésitera pas à brandir son veto contre tout accord de réciprocité avec le Maroc. Mais la raison principale derrière cette opposition farouche relève plutôt d'un pur machiavélisme politique.

Selon des observateurs espagnols, le parti populaire a peur d'une participation marocaine qui pourrait bénéficier à l'opposition dans les villes occupées représentée

LES CLÉS

Communauté

- Le nombre des Marocains résidant en Espagne atteint les 800.000 personnes dont 550.000 sont des adultes pouvant voter.

Réciprocité

- Plusieurs pays ont des accords de réciprocité avec l'Espagne notamment la Colombie, la Bolivie, le Chili, le Paraguay et le Pérou.

principalement par l'UCDE CPM. Majoritairement musulmane, cette coalition est arrivée deuxième lors des dernières élections, juste derrière le PP devançant par la même occasion le PSOE, parti de gauche au pouvoir dans la péninsule ibérique.

Autrement, la droite craint de perdre sa majorité confortable au profit de l'opposition musulmane qui deviendra plus forte grâce à un éventuel soutien de l'électorat marocain en 2015.

Si telle est la réaction de la droite dans les deux présides occupés, quelle sera sa réaction en Espagne? Il faut préciser que le nombre des Marocains résidant en Espagne atteint les 800.000 personnes dont 550.000 sont des adultes et donc capables de voter. Pour sa part, Ceuta compte 3000 Marocains alors que Melilla accueille 6000 MRE, selon des sources espagnoles.

Actuellement, plusieurs pays ont des accords de réciprocité avec l'Espagne. Il



Le parti populaire reprend ses vieilles habitudes...

s'agit principalement de pays sud-américains notamment la Colombie, la Bolivie, le Chili, le Paraguay et le Pérou. A noter enfin que les relations entre le Maroc et les gouvernements espagnols menés par le PP ont connu des tensions.

Les deux Royaumes étaient au bord de la confrontation armée en 2002 dans ce qui sera appelé par la suite l'affaire de l'îlot de Leila. Il s'agit d'une petite île rocheuse

à quelques centaines de mètres des côtes marocaines au Nord où le Royaume avait décidé d'installer un poste de contrôle pour lutter contre l'immigration et le trafic de drogue.

Mais le gouvernement espagnol présidé alors par José Maria Aznar avait pris une décision démesurée et pour le moins hasardeuse d'expédier un commando des forces spéciales dans l'îlot. ■

Législatives

Le royaume d'Espagne se prépare déjà pour les prochaines élections législatives. C'est le PSOE qui forme la majorité parlementaire actuellement en Espagne. Arrivé premier lors des élections de 2004, le parti socialiste a beaucoup pâti des conséquences de la crise économique dans ce pays. Les sondages donnent ainsi le PP favori dans les prochaines élections législatives.

Les socialistes avaient déjà essuyé un revers face à leurs rivaux de droite lors des élections locales. Mais le PSOE abordera la pro-

chaine échéance avec un nouveau leader.

C'est Alfredo Perez Rubalcaba qui conduira les troupes socialistes espagnoles succédant à l'actuel Premier ministre José Luis Zapatero.

Il a été désigné samedi dernier par le comité fédéral du parti socialiste espagnol (PSOE). Il est le vice-président du gouvernement de Zapatero et ministre de l'Intérieur. L'homme est donc bien connu des Espagnols. Il s'était distingué lors des négociations avec le mouvement séparatiste basque ETA.

“ Les MRE pourront également dans le cadre d'un accord de réciprocité voter à leur tour dans leur pays d'accueil.”